

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

Société Anonyme au capital de :	€ 748.170
Siège Social :	Avenue des Guerlandes Bassens 33565 Carbon-Blanc cedex
R.C.S. Bordeaux :	B 585 420 078 00040

AVIS DE REUNION

« Les informations mentionnées aux articles R 22-10-23 du code de commerce sont diffusées sur le site internet de la société à l'adresse suivante : **www.dpasa.fr** »

Les actionnaires de notre société sont convoqués à l'**Assemblée Générale Mixte**, qui se tiendra le **jeudi 12 juin 2025 à 11 heures 30** au siège social de la société, avenue des Guerlandes à Bassens, 33565 Carbon-Blanc cedex, avec l'ordre du jour suivant :

En matière Ordinaire :

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Affectation du résultat - Distribution de dividende,
- Renouvellement du mandat de Monsieur Ahmed ABZIZI en qualité d'administrateur,
- Renouvellement de la société SOGEPA en qualité d'administrateur,
- Renouvellement de la société CCMP en qualité d'administrateur,
- Renouvellement de la société ESSO SAF en qualité d'administrateur,
- Nomination d'un administrateur indépendant, Madame Aline de SAINT AUBERT,
- Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux,
- Fixation de la rémunération annuelle globale des administrateurs,
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés : ratification de ces conventions

En matière extraordinaire :

- Modification de l'article 18 des statuts afin d'assouplir les modalités de participations aux réunions du Conseil d'Administration par voie de télécommunication, de consultation écrite ou de vote par correspondance,
- Modification de l'article 21 des statuts afin de le mettre en harmonie avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
- Modification de l'article 24 des statuts afin de le mettre en harmonie avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
- Pouvoirs pour les formalités.

Texte des résolutions**En matière Ordinaire :****Première Résolution – Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties ces rapports, ainsi que les comptes annuels - bilan, compte de résultat et annexe - de l'exercice 2024 tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un bénéfice de 6.135.133,16 euros, ainsi que toutes les opérations et mesures, traduites par les dits comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième Résolution – Affectation du résultat – Distribution de dividende : L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir comme suit le résultat de l'exercice 2024 :

	Année 2024	Solde du compte avant affectation	Nouveau solde après affectation
Origine			
Bénéfice de l'exercice	6 135 133,16 €		
Affectation			
Distribution de dividende	4 987 800,00 €		
Affectation en réserves ordinaires	1 147 333,16 €	6 343 755,92 €	7 491 089,08 €

Après affectation du résultat 2024, les réserves ordinaires de la société s'élèveront à 7 491 089,08 €. Sur proposition du Conseil d'Administration, il sera réparti à chacune des 97 800 actions composant le capital social un dividende net de 51,00 €. L'intégralité du dividende ainsi distribué est éligible à la fiscalité en vigueur au jour de la distribution mentionnée à l'article 158-3-2° du CGI.

Ce dividende sera mis en paiement le 27 juin 2025 aux guichets de la BNP PARIBAS contre le coupon n°56, détaché le 25 juin 2025.

L'assemblée reconnaît avoir été informée que les dividendes perçus par des personnes physiques domiciliées en France sont obligatoirement soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8% assis sur leur montant brut auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2%, soit une taxation globale de 30%.

Par dérogation, le contribuable peut cependant opter pour l'imposition au barème progressif : cette option, expresse et irrévocable pour une durée d'un an, permet de n'être imposé que sur 60% des dividendes mais, globale, elle vaut pour l'ensemble des revenus, gains nets, plus-values et créances entrant dans le champ du PFU.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il a été indiqué qu'au titre des trois exercices précédents les dividendes nets distribués ont été de :

	2021	2022	2023
Montant total des dividendes distribués	3 227 400.00 €	3 716 400.00 €	4 009 800.00 €
Dividende payé par action	33.00 €	38.00 €	41.00 €
Dividendes distribués éligibles et non éligibles à l'abattement	Eligibles en totalité pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France	Eligibles en totalité pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France	Eligibles en totalité pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France
Dividendes distribués non éligibles à la réfaction résultant de l'article 158 3-2° du Code général des impôts	-	-	-

Troisième Résolution – Renouvellement du mandat de Monsieur Ahmed ABZIZI en qualité d'administrateur : L'Assemblée Générale renouvelle pour quatre (4) ans le mandat de Monsieur Ahmed ABZIZI. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Quatrième Résolution – Renouvellement de la société SOGEPA en qualité d'administrateur : L'Assemblée Générale renouvelle pour quatre (4) ans le mandat d'administrateur de la société SOGEPA. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Cinquième Résolution – Renouvellement de la société CCMP en qualité d'administrateur : L'Assemblée Générale renouvelle pour quatre (4) ans le mandat d'administrateur de la société CCMP. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Sixième Résolution – Renouvellement de la société ESSO SAF en qualité d'administrateur : L'Assemblée Générale renouvelle pour quatre (4) ans le mandat d'administrateur de la société ESSO SAF. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Septième Résolution – Nomination d'un administrateur indépendant, Madame Aline de SAINT AUBERT :

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, propose de nommer, pour quatre (4) ans, un administrateur indépendant, Madame Aline de SAINT AUBERT. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Huitième Résolution – Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application de l'article L.22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux telle qu'elle y est présentée.

Neuvième Résolution – Fixation de la rémunération annuelle globale des administrateurs :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, fixe la somme globale annuelle à allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à 12.000 euros.

Dixième Résolution – Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L225-38 du Code de commerce et ratification de ces conventions :

Statuant sur le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés qui lui a été présenté, l'Assemblée Générale ratifie les conventions nouvelles conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui y sont mentionnées conformément aux articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce.

En matière extraordinaire :

Onzième résolution – Modification de l'article 18 des statuts afin d'assouplir les modalités de participations aux réunions du Conseil d'Administration par voie de télécommunication, de consultation écrite ou de vote par correspondance :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, afin de prendre en compte les modifications et assouplissements apportés par la Loi n° 2024-537 du 13 juin 2024 aux règles de participation aux réunions des conseil d'administration de sociétés anonymes, décide de modifier l'article 18 « Délibérations du conseil » des statuts de la Société en (i) élargissant la faculté de recourir à un moyen de télécommunication pour toutes les réunions du Conseil d'Administration, (ii) instaurant la faculté de recourir à la consultation écrite, y compris par voie électronique, en précisant les modalités et (iii) instaurant la faculté pour les administrateurs de voter par correspondance.

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 18 des statuts de la Société comme suit :

« Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit dans tout autre endroit.

La convocation émane du président ou de l'administrateur désigné, le cas échéant, pour suppléer le président, ou de la moitié de ses membres. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil d'administration peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, convoquer le conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. La convocation peut être faite par tous moyens, même verbalement.

Toutefois, et sous réserve de la faculté pour tout administrateur de s'opposer à cette modalité de consultation, le conseil d'administration pourra, à l'initiative de son président, adopter ses décisions par voie de consultation écrite. Dans ce cas, il est mis à disposition de chaque administrateur, par tous moyens de communication écrit (y compris par courrier électronique), le texte des décisions proposées ainsi que toute information nécessaire à sa prise de décision. Il est également indiqué dans la consultation (i) le délai pour y répondre, tel qu'apprécié par le président du conseil d'administration en fonction de la décision à prendre, de l'urgence ou le temps de réflexion nécessaire à

l'expression du vote et (ii) les modalités de participation et de transmission de leurs votes par tous moyens écrits (y compris par voie électronique). Sauf autre délai indiqué dans la consultation, les administrateurs disposent d'un délai de huit jours à compter de la date d'envoi de la consultation pour émettre leurs votes par tous moyens de communication écrit (y compris par courrier électronique). Chaque membre du conseil d'administration dispose, à compter de cet envoi d'un délai de deux jours, du droit de s'opposer à cette modalité de consultation. En cas d'opposition, le président du conseil d'administration en informe sans délai les autres membres et convoque une réunion du conseil d'administration pour statuer sur la ou les décisions concernées. Les administrateurs n'ayant pas répondu à l'issue du délai prévu sont réputés ne pas être présents. Les règles de quorum et de majorité relatives aux décisions prise en réunion physique sont applicables aux décisions prises par consultation écrite. Les résultats de la consultation écrite sont consolidés par le président et sont communiqués à l'ensemble des administrateurs.

Tout administrateur peut donner, même par lettre, pouvoir de le représenter à l'un de ses collègues, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues. Ces dispositions sont applicables au représentant permanent d'une personne morale administrateur.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par un moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dans les conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Les administrateurs peuvent également voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont les mentions sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix ; en cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et donné comme telles par le président de séance. »

Douzième résolution – Modification de l'article 21 des statuts afin de le mettre en harmonie avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'alinéa 11 de l'article 21 « Direction générale - Pouvoirs » des statuts de la Société afin de le mettre en harmonie avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, dont notamment les dispositions de la Loi n°2016 -1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

L'Assemblée Générale décide de modifier l'alinéa 11 de l'article 21 des statuts de la Société comme suit :

« Les rémunérations du président et des directeurs généraux sont fixées conformément aux dispositions légales en vigueur. »

Treizième résolution – Modification de l'article 24 des statuts afin de le mettre en harmonie avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 24 « Rémunération des administrateurs » des statuts de la Société afin de le mettre en harmonie avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, dont notamment les dispositions de la Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises.

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 24 des statuts de la Société comme suit :

« Les administrateurs reçoivent en rémunération de leur activité, une somme annuelle globale fixée par l'assemblée générale dont le montant est maintenu jusqu'à décision nouvelle. Le conseil en assure la répartition entre ses membres conformément aux dispositions légales en vigueur. »

Quatorzième Résolution – Pouvoirs pour accomplir les formalités légales :

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies ou d'extrait du procès-verbal de cette Assemblée Générale pour effectuer toutes formalités légales de dépôts et de publicité.

* * *

Participation à l'Assemblée Générale

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Seuls pourront participer à l'Assemblée Générale, les actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 10 juin 2025 à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription des titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité. Pour pouvoir participer à l'Assemblée, cette attestation de participation doit être transmise à UPTÉVIA - Service Assemblées Générales – Cœur Défense – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex en vue d'obtenir une carte d'admission ou présentée le jour de l'Assemblée par l'actionnaire qui n'a pas reçu sa carte d'admission.

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- a) Donner une procuration à la personne de leur choix dans les conditions de l'article L. 22-10-39 du Code de commerce ;
- b) Adresser une procuration à la société sans indication de mandat ;
- c) Voter par correspondance.

Au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera mis en ligne sur le site de la société (www.dpasa.fr).

A compter de la convocation :

- Les actionnaires au nominatif pourront, demander le formulaire de vote par simple lettre adressée à l'attention de UPTÉVIA - Service Assemblées Générales – Cœur Défense – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex ou à l'adresse électronique suivante **ag12juin2025@dpasa.fr**.
- Les actionnaires au porteur pourront, demander le formulaire de vote et ses annexes à l'établissement dépositaire de leurs titres. Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Ce formulaire devra être renvoyé, accompagné pour les actionnaires au porteur de leur attestation de participation. Le formulaire de vote par correspondance devra être reçu par les services de UPTÉVIA - Service Assemblées Générales – Cœur Défense – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex ou à l'adresse électronique suivante **ag12juin2025@dpasa.fr** au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

Lorsque l'actionnaire désigne un mandataire, il peut notifier cette désignation en renvoyant le formulaire signé et numérisé par voie électronique, accompagné de la photocopie recto verso de sa carte d'identité et le cas échéant de son attestation de participation, à l'adresse suivante **ag12juin2025@dpasa.fr**. La procuration ainsi donnée est révocable dans les mêmes formes.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R.225-71 du Code de Commerce doivent être envoyées par lettre recommandée AR au siège social, ou par télécommunication à l'adresse suivante **ag12juin2025@dpasa.fr** à compter de la publication du présent avis et jusqu'à vingt-cinq jours avant l'Assemblée Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis, à charge pour lui ou pour eux de justifier qu'ils réunissent les conditions requises par les textes en vigueur, notamment en ce qui concerne la fraction du capital représentée.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Les demandes d'inscription de projets de résolution devront être accompagnées du texte des projets de résolutions assortis, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce si le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'Administration.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R. 225-71 du Code de commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris devra être transmise à la société.

Le texte des projets de résolution présentés par les actionnaires et la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à leur demande seront mis en ligne, sans délai, sur le site de la société **www.dpasa.fr**.

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire a la faculté de poser des questions écrites au Conseil d'Administration. Les questions écrites devront être envoyées au plus tard le 6 juin 2025, à minuit, heure de Paris, soit par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Conseil de la Société au siège social, soit par courrier électronique à l'adresse électronique suivante **ag12juin2025@dpasa.fr** accompagnées, pour les actionnaires au porteur, d'une attestation d'inscription dans les comptes.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des Assemblées Générales seront tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société et mis en ligne sur le site internet de la société **www.dpasa.fr** rubrique « Assemblées Générales ».

Les documents et informations prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce pourront être consultés sur le site internet de la Société **www.dpasa.fr** rubrique « Assemblées Générales », au plus tard le vingt et unième jour précédant l'Assemblée.

L'Assemblée Générale fera l'objet d'une retransmission audiovisuelle dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les informations relatives aux modalités de retransmission seront précisées dans l'avis de convocation.

Le Conseil d'Administration